

# CHRONIQUE FRONTALIÈRE

## **Une Suisse mal aimée**

« Personne ne nous aime », écrivait récemment l'éditorialiste du quotidien bernois, le *Bund*. Et c'est vrai, la Suisse, ou plutôt les Suisses, romands et alémaniques, pour une fois en état d'union sacrée, s'imaginent que le monde ne les aime pas. C'est Obama dont l'élection a pourtant laissé la presse romande transie qui menace la première banque suisse d'interdiction sur le territoire américain et réclame l'accès instantané aux comptes de 52 000 Américains, réputés clients des banques suisses. C'est l'OCDE qui, à la demande de l'UE, c'est-à-dire d'Etats voisins et amis de la Suisse, publie une liste d'Etats *non coopératifs* et, parmi eux, de la Suisse. C'est le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, qui traite les Suisses « d'Indiens en déroute dès que surgit la cavalerie ». C'est l'un des ténors du SPD, Franz Müntefering, qui, parlant du Luxembourg, mais le propos aurait pu s'adresser à la Suisse, déclare qu'en d'autres temps, l'Allemagne aurait réglé le problème des paradis fiscaux « en envoyant des troupes ». C'est la France qui s'abstient de propos blessants, mais tient la dragée haute à la Suisse, pendant la renégociation de la convention bilatérale.

## **Le devoir fait**

En Suisse romande et alémanique, on ne comprend pas cette hargne. On ne comprend pas, car, après tout, on est persuadé d'avoir multiplié les concessions à l'UE, avec les Bilatérales, ratifiées par le peuple. Les ressortissants de l'UE peuvent s'établir librement en Suisse, c'est-à-dire y résider et y travailler. Ce sont des milliers d'Allemands qui ont afflué en Suisse alémanique pour occuper des emplois qui échappent aux *Indiens*. Schengen a instauré la libre circulation des personnes, comme c'est déjà le cas, en principe, pour les biens et capitaux, à défaut des services.

Bilatérales, Schengen, libre circulation ont libéralisé le travail frontalier qui, malgré la récession, continue de bénéficier à plus de 100 000 frontaliers français, à des dizaines de milliers d'Allemands, alors même que la Suisse verse des milliards de francs au Fonds européen de cohésion qui les redistribue aux pays de l'Est.

## **La faute à la crise ?**

Alors, pourquoi tant d'aigreur, d'inamicale pression sur la souveraineté d'un pays voisin songe-t-on avec amertume, outre-Jura ? La réponse est double : c'est la conjoncture économique et l'incapacité des pays-membres de l'UE, France et Allemagne d'abord, d'harmoniser, à tout le moins de coordonner leur fiscalité. Tant que la croissance était là, on pouvait se permettre, à Berlin comme à Paris, de tolérer des écarts importants de prélèvement avec la Suisse où la TVA est de 7,6% contre plus de 19% en France et en Allemagne, où l'impôt sur les sociétés (IS) dépasse les 20% en Allemagne et les 30% en France, contre un impôt nul dans certains cantons et régions de Suisse, où l'impôt sur le capital est faible, voire inexistant en Suisse, alors que l'ISF fait fuir les détenteurs de patrimoine et encore, l'exode a-t-il été freiné par le bouclier fiscal.

Tout a changé avec une croissance en encéphalogramme plat et surtout la récession qui creuse les déficits et la dette. La chasse, non pas au *gaspì*, mais aux capitaux fugeurs est engagée. Le ministre du Budget qui pâlit devant les déficits et la dette, estime à 20 milliards d'€/an les recettes fiscales qui échappent au Trésor. Mais c'est l'Italien, Mario Monti, ancien commissaire européen au Marché intérieur, qui le dit: sans l'euro, la France serait à la dérive et surtout pourrait être tentée par une renationalisation de son marché, grâce à la multiplication des aides d'Etat. Si l'on veut éviter le spectre de la fin du Grand marché européen, décrété et réalisé par Mitterrand, il faut que l'Etat français réduise ses dépenses et il s'y emploie, à juste titre, avant d'augmenter ses recettes. On comprend mieux la montée, dans le collimateur d'Eric Woerth et de Peer Steinbrück, des Etats réputés paradis fiscaux, d'autant que certaines banques suisses ont cueilli des verges pour se faire fouetter en allant braconner sur le marché américain.

### **Pas assez d'impôts ?**

On comprend mieux aussi le sentiment obsidional de l'opinion suisse, persuadée d'avoir beaucoup donné et reçu, en retour, une situation de citadelle assiégée. On comprend d'autant moins que le grief non dit de Paris et Berlin, mais officiellement articulé par l'OCDE, c'est celui de l'insuffisance des prélèvements obligatoires dans les paradis fiscaux, et d'abord en Suisse. Le vrai problème n'est donc pas celui des effets (les flux financiers hors contrôle) mais des causes : les disparités fiscales qu'il importerait de réduire par une harmonisation, à tout le moins une coordination.